

Si lors de celle-ci le nom de l'adoptant a remplacé celui de l'adopté, les parties peuvent convenir que le nouveau nom de ce dernier sera composé du nom qu'il tient de cette précédente adoption suivi de celui du nouvel adoptant ou du mari adoptant.

Lorsque, lors de la précédente adoption, le nom du précédent adoptant a été ajouté à celui de l'adopté, les parties peuvent convenir que le nom de ce dernier sera composé :

— soit du nom d'origine de l'adopté suivi du nom du nouvel adoptant ou du mari adoptant,

— soit du nom du précédent adoptant suivi de celui du nouvel adoptant ou du mari adoptant.

L'adopté qui avant une précédente adoption portait le même nom que le nouvel adoptant ou mari adoptant, reprend ce nom sans aucune modification. »

**Art. 2.** A l'article 358 du même Code, il est inséré, entre le § 2 et le § 3, un § 2bis rédigé comme suit :

« Si l'adopté est majeur, les parties pourront en toutes hypothèses convenir qu'aucune modification n'est apportée au nom de l'adopté.

Elles pourront également convenir, s'il a conservé son nom lors d'une précédente adoption, qu'il pourra le faire suivre de celui de l'adoptant ou du mari adoptant. »

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 26 janvier 1987.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :

Pour le Ministre de la Justice, absent :  
Le Ministre des Travaux publics,

L. OLIVIER

Vu et scellé du sceau de l'Etat :  
Pour le Ministre de la Justice, absent :  
Le Ministre des Travaux publics,

L. OLIVIER

**MINISTERE DE LA PREVOYANCE SOCIALE**

F. 87 — 610

**27 FEVRIER 1987**

**Loi relative aux allocations aux handicapés (1)**

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Il existe deux allocations aux handicapés : l'allocation de remplacement de revenus et l'allocation d'intégration.

(1) *Sessions 1985-1986.*

Chambre des représentants.

*Documents parlementaires.* — Projet de loi n° 448 (1985-1986)1. — Amendements n°s 448/2-3-5. — Rapport n° 448/4.

*Annales parlementaires.* — Discussion. Séance du 4 juillet 1986. Adoption. Séance du 10 juillet 1986.

Sénat.

*Documents parlementaires.* — Projet de loi transmis par la Chambre des représentants n° 335/1 (1985-1986). — Rapport n° 335/2.

*Annales parlementaires.* — Discussion. Séance du 27 janvier 1987. Adoption. Séance du 12 février 1987.

Indien bij de vorige adoptie de naam van de geadopteerde is vervangen door die van de adoptant, kunnen partijen overeenkomen dat de nieuwe naam van de geadopteerde samengesteld zal zijn uit de naam die hij gekregen heeft bij de vorige adoptie, gevolgd door die van de nieuwe adoptant of van de adopterende man.

Wanneer bij de vorige adoptie de naam van de vorige adoptant is toegevoegd aan de naam van de geadopteerde, kunnen partijen overeenkomen dat de naam van de adoptant samengesteld zal zijn uit :

— hetzij de oorspronkelijke naam van de geadopteerde gevolgd door de naam van de nieuwe adoptant of van de adopterende man,

— hetzij de naam van de vorige adoptant, gevolgd door die van de nieuwe adoptant of van de adopterende man.

De geadopteerde die vóór een vorige adoptie dezelfde naam droeg als de nieuwe adoptant of de adopterende man, herkrijgt de naam zonder enige wijziging. »

**Art. 2.** In artikel 358 van hetzelfde Wetboek wordt, tussen § 2 en § 3, een § 2bis ingevoegd, luidende :

« Is de geadopteerde meerderjarig, dan kunnen partijen in alle omstandigheden overeenkomen dat de naam van de geadopteerde onveranderd blijft.

Indien de geadopteerde zijn naam behouden heeft bij een vorige adoptie, kunnen zij eveneens overeenkomen dat hij deze mag laten volgen door die van de adoptant of van de adopterende man. »

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met s' Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 26 januari 1987.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

Voor de Minister van Justitie, afwezig :  
De Minister van Openbare Werken,

L. OLIVIER

Gezien en met s' Lands zegel gezegeld :  
Voor de Minister van Justitie, afwezig :  
De Minister van Openbare Werken,

L. OLIVIER

**MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG**

N. 87 — 610

**27 FEBRUARI 1987**

**Wet betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten (1)**

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Er zijn twee tegemoetkomingen aan gehandicapten : de inkomensvervangende tegemoetkoming en de integratietegemoetkoming.

(1) *Zittingen 1985-1986.*

Kamer van Volksvertegenwoordigers.

*Parlementaire stukken.* — Ontwerp van wet nr. 448 (1985-1986)1. Amendementen nrs. 448/2-3-5. — Verslag nr. 448/4.

*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking. Vergadering van 4 juli 1986. — Aanneming. Vergadering van 10 juli 1986.

Senaat.

*Parlementaire stukken.* — Ontwerp van wet overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers nr. 335/1 (1985-1986). — Verslag nr. 335/2.

*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking. Vergadering van 27 januari 1987. — Aanneming. Vergadering van 12 februari 1987.

**Art. 2. § 1<sup>er</sup>.** L'allocation de remplacement de revenus est accordée au handicapé âgé d'au moins vingt et un ans et de soixante-cinq ans au plus, dont il est établi que l'état physique ou psychique a réduit sa capacité de gain à un tiers ou moins de ce qu'une personne valide est en mesure de gagner en exerçant une profession sur le marché général du travail.

Le marché général du travail ne comprend pas l'emploi protégé.

§ 2. L'allocation d'intégration est accordée au handicapé âgé d'au moins vingt et un ans et de soixante-cinq ans au plus dont le manque d'autonomie ou dont l'autonomie réduite sont établis.

**Art. 3.** Sont assimilés à un handicapé de vingt et un ans, le handicapé mineur émancipé par le mariage et le handicapé mineur célibataire ayant un ou plusieurs enfants à charge.

Le Roi détermine ce qu'il faut entendre par « enfants à charge ».

**Art. 4. § 1<sup>er</sup>.** Celui qui prétend à une allocation doit être Belge, apatride, réfugié ou de nationalité indéterminée, résider effectivement en Belgique et y avoir résidé effectivement et de manière continue pendant les cinq dernières années avant la date d'introduction de la demande.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, étendre l'application des dispositions de la présente loi, dans les conditions fixées par Lui, aux personnes de nationalité étrangère qui remplissent la condition de résidence susmentionnée.

Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres ce qu'il faut entendre par « résidence effective » et dans quelles conditions il peut être dérogé à la condition de résidence prévue à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 2. Pour l'application de la disposition du § 1<sup>er</sup>, il faut entendre par :

a) réfugié : le réfugié visé à l'article 1<sup>er</sup> de la Convention internationale relative au statut des réfugiés, signée à Genève le 28 juillet 1951 et approuvée par la loi du 26 juin 1953;

b) apatride : l'apatride visé à l'article 1<sup>er</sup> de la Convention relative au statut d'apatrides, signée à New York le 28 septembre 1959 et approuvée par la loi du 12 mai 1960.

**Art. 5.** Le droit à l'allocation ne s'éteint pas à l'âge de soixante-cinq ans.

**Art. 6. § 1<sup>er</sup>.** Le Roi fixe par arrêté délibéré en Conseil des Ministres le montant des allocations.

§ 2. Le montant de l'allocation de remplacement de revenus peut varier selon que le bénéficiaire a des personnes à charge, est isolé ou cohabitant. Le Roi détermine ce qu'on entend par « bénéficiaire ayant des personnes à charge », « bénéficiaire isolé » et « bénéficiaire cohabitant ».

Le montant de l'allocation de remplacement de revenus pour le bénéficiaire ayant des personnes à charge, le bénéficiaire isolé et le bénéficiaire cohabitant est au moins égal au montant du minimum de moyens d'existence que l'article 2, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence a fixé respectivement pour les conjoints vivant sous le même toit, la personne isolée ou la personne qui y est assimilée et pour toute autre personne cohabitant avec une ou plusieurs personnes, qu'il s'agisse ou non de parents ou d'alliés.

§ 3. Le montant de l'allocation d'intégration est un montant forfaitaire. Il peut varier selon le degré d'autonomie.

**Art. 7. § 1<sup>er</sup>.** Le montant des allocations visé à l'article 6 est diminué du montant du revenu du handicapé, de son conjoint ou de la personne avec laquelle il forme un ménage qui dépasse les plafonds fixés par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des Ministres. Le Roi peut déterminer ce qu'il faut entendre par « former un ménage ».

Les plafonds peuvent être différents tant pour l'allocation de remplacement de revenus que pour l'allocation d'intégration, selon que les ayants droit ont des personnes à leur charge, sont des bénéficiaires isolés ou cohabitants, et selon qu'ils bénéficient ou non d'une pension.

§ 2. Le Roi détermine par arrêté délibéré en Conseil des Ministres ce qu'il faut entendre par « revenu » et par qui, selon quels critères et de quelle manière le montant doit en être fixé.

Le Roi peut par arrêté délibéré en Conseil des Ministres déterminer que certains revenus, dans les conditions qu'il fixe, ne sont que partiellement ou pas pris en considération.

2

**Art. 2. § 1.** De inkomensvervangende tegemoetkoming wordt toegekend aan de gehandicapte van ten minste eenentwintig jaar en ten hoogste vijftig jaar van wie is vastgesteld dat zijn lichamelijke of psychische toestand zijn verdienvermogen heeft verminderd tot één derde of minder van wat een valide persoon door een of ander beroep op de algemene arbeidsmarkt kan verdienen.

De beschutte tewerkstelling wordt niet tot die algemene arbeidsmarkt gerekend.

§ 2. De integratietegemoetkoming wordt toegekend aan de gehandicapte van ten minste eenentwintig jaar en ten hoogste vijftig jaar van wie een gebrek aan of vermindering van zelfredzaamheid is vastgesteld.

**Art. 3.** Met een gehandicapte van eenentwintig jaar worden gelijkgesteld, de door het huwelijk ontvoogde minderjarige gehandicapte en de ongehuwde minderjarige gehandicapte met één of meer kinderen ten laste.

De Koning bepaalt wat onder « kinderen ten laste » moet worden verstaan.

**Art. 4. § 1.** Hij die op een tegemoetkoming aanspraak maakt, moet Belg zijn, staatloze, vluchteling of persoon van onbepaalde nationaliteit, in België werkelijk verblijven en er de laatste vijf jaar vóór de dag waarop de aanvraag is ingediend ononderbroken en werkelijk verbleven hebben.

De Koning kan, bij in Ministerraad overlegd besluit, de toepassing van de bepalingen van deze wet, onder de voorwaarden die Hij vaststelt, uitbreiden tot de personen van vreemde nationaliteit die aan de hiervoor vermelde verblijfsvereiste voldoen.

De Koning bepaalt bij in Ministerraad overlegd besluit wat onder « werkelijk verblijf » moet worden verstaan en onder welke voorwaarden van de verblijfsvereiste bedoeld in lid 1, kan worden afgeweken.

§ 2. Voor toepassing van het bepaalde in § 1 wordt verstaan onder :

a) vluchteling : de vluchteling bedoeld in artikel 1 van het Internationaal Verdrag betreffende de status van vluchtelingen, ondertekend te Genève op 28 juli 1951 en goedgekeurd door de wet van 26 juni 1953;

b) staatloze : een staatloze bedoeld in artikel 1 van het Verdrag betreffende de status van staatlozen, ondertekend te New York op 28 september 1959 en goedgekeurd door de wet van 12 mei 1960.

**Art. 5.** Het recht op een tegemoetkoming vervalt niet bij het bereiken van de leeftijd van vijftig jaar.

**Art. 6. § 1.** De Koning stelt bij in Ministerraad overlegd besluit het bedrag van de tegemoetkomingen vast.

§ 2. Het bedrag van de inkomensvervangende tegemoetkoming kan verschillen naargelang de gerechtigde personen ten laste heeft, alleenstaande is of samenwonende. De Koning bepaalt wat bedoeld wordt met « gerechtigde met personen ten laste », « alleenstaande gerechtigde » en « samenwonende gerechtigde ».

Het bedrag van de inkomensvervangende tegemoetkoming voor de gerechtigde met personen ten laste, de alleenstaande gerechtigde en de samenwonende gerechtigde is minstens gelijk aan het bedrag van het bestaansminimum dat door artikel 2, § 1, van de wet van 7 augustus 1974 tot 'instelling van het recht op een bestaansminimum is vastgesteld voor respectievelijk de samenwonende echtgenoten, de alleenstaande en daarmee gelijkgestelde personen en elke andere persoon die met één of meer personen samenwoont, onverschillig of ze al of niet onderling bloed- of aanverwant zijn.

§ 3. Het bedrag van de integratietegemoetkoming is een forfaitair bedrag. Het kan verschillen volgens de graad van zelfredzaamheid.

**Art. 7. § 1.** Het bedrag van de tegemoetkomingen beoogd in artikel 6 wordt verminderd met het bedrag van het inkomen van de gehandicapte, van zijn echtgenoot of van de persoon met wie hij een huishouden vormt, dat meer beloopt dan de door de Koning bij in Ministerraad overlegd besluit te bepalen grenzen. De Koning kan bepalen wat moet worden verstaan onder « een huishouden vormen ».

De grenzen kunnen verschillen zowel voor de inkomensvervangende tegemoetkoming als voor de integratietegemoetkoming, naargelang de gerechtigde personen ten laste heeft, alleenstaande is of samenwonende en naargelang de gerechtigde al dan niet een pensioen geniet.

§ 2. De Koning bepaalt bij in Ministerraad overlegd besluit wat onder « inkomen » moet worden verstaan en door wie, volgens welke criteria en op welke wijze het bedrag ervan moet worden bepaald.

De Koning kan bij in Ministerraad overlegd besluit bepalen dat sommige inkomsten, onder de voorwaarden die Hij bepaalt, niet of slechts gedeeltelijk in aanmerking worden genomen.

**Art. 8. § 1<sup>er</sup>.** Les allocations sont accordées sur demande.

La demande est introduite auprès du bourgmestre de la commune où le handicapé réside effectivement.

Le Roi détermine par qui, à partir de quand et de quelle manière la demande est introduite.

Chaque demande d'allocation de remplacement de revenus vaut en même temps comme demande d'allocation d'intégration. L'allocation d'intégration peut aussi être demandée séparément.

Une nouvelle demande peut être introduite lorsque, selon le demandeur, des modifications sont intervenues qui justifient l'octroi ou l'augmentation des allocations.

§ 2. Le handicapé auquel une allocation a été accordée déclare sans délai les éléments nouveaux qui sont susceptibles de donner lieu à une réduction du montant de l'allocation.

Le Roi détermine auprès de quelle autorité et de quelle manière cette déclaration est faite et quels renseignements cette dernière doit comporter.

**Art. 9.** Le Roi détermine par qui, selon quels critères et de quelle manière la capacité de gain et l'autonomie du handicapé sont établies.

**Art. 10.** Le Ministre qui a la sécurité sociale dans ses attributions ou les fonctionnaires délégués par lui statuent sur les demandes d'allocations.

Ils peuvent, d'office ou à la demande du handicapé, revoir les allocations octroyées.

Les allocations peuvent être refusées sans autre examen si assez d'éléments établissent clairement que le demandeur ne remplit pas les conditions pour obtenir les allocations.

Le Roi fixe les règles selon lesquelles les décisions peuvent être revues sur demande ou d'office. La décision d'octroyer, de revoir ou de refuser une allocation doit être motivée à peine de nullité.

**Art. 11.** Les allocations sont payées selon les règles établies par le Roi.

**Art. 12. § 1<sup>er</sup>.** En cas d'admission du handicapé dans une institution, totalement ou partiellement à charge des pouvoirs publics, d'un service public ou d'un organisme de sécurité sociale, le paiement de l'allocation d'intégration est, dans les conditions que le Roi détermine, suspendu pour un tiers.

§ 2. Le Roi détermine les cas dans lesquels les prestations de la présente loi sont suspendues à l'égard des bénéficiaires détenus dans les prisons ou internés dans les établissements de défense sociale ou les dépôts de mendicité, ainsi que la durée de la suspension.

**Art. 13. § 1<sup>er</sup>.** Les allocations instituées par la présente loi sont refusées ou réduites si, en vertu d'une autre législation belge ou d'une législation étrangère ou en vertu des règles applicables au personnel d'une institution de droit international public, le handicapé peut prétendre à des prestations justifiées par une limitation de sa capacité de gain pour ce qui concerne l'allocation de remplacement de revenus, ou par un manque ou une réduction d'autonomie pour ce qui concerne l'allocation d'intégration.

Lorsque le montant des prestations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> est inférieur à celui des allocations prévues par la présente loi, le handicapé qui remplit les conditions fixées par les articles 2 à 8, a droit à la différence. Le Roi détermine le mode d'imputation de ces autres prestations.

Le handicapé est tenu de faire valoir ses titres aux prestations visées au premier alinéa.

§ 2. Les allocations instituées par la présente loi peuvent être accordées à titre d'avance sur les prestations visées au § 1<sup>er</sup>, premier alinéa. Le Roi détermine par arrêté délibéré en Conseil des Ministres dans quelles conditions et jusqu'à concurrence de quel montant ces avances peuvent être accordées, ainsi que leur mode de récupération. Le service ou l'organisme qui paie l'allocation est subrogé aux droits du bénéficiaire jusqu'à concurrence du montant des avances versées.

**Art. 14.** Les montants des allocations visées à l'article 6 varient conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

Les montants des plafonds visés à l'article 7 peuvent être adaptés chaque année par le Roi.

**Art. 8. § 1.** De tegemoetkomingen worden toegekend op aanvraag.

De aanvraag wordt ingediend bij de burgemeester van de gemeente waar de gehandicapte werkelijk verblijft.

De Koning bepaalt door wie, vanaf wanneer en op welke wijze de aanvraag wordt ingediend.

Elke aanvraag voor een inkomensvervangende tegemoetkoming geldt meteen als aanvraag voor een integratietegemoetkoming. De integratietegemoetkoming kan ook afzonderlijk worden aangevraagd.

Een nieuwe aanvraag mag worden ingediend wanneer zich volgens de aanvrager wijzigingen voordoen welke de toekenning of verhoging van de tegemoetkomingen rechtvaardigen.

§ 2. De gehandicapte aan wie een tegemoetkoming is toegekend, doet onverwijld aangifte van de nieuwe gegevens die tot een vermindering van het bedrag van de tegemoetkoming aanleiding kunnen geven.

De Koning bepaalt waar en hoe die aangifte wordt gedaan en welke inlichtingen daarbij worden verstrekt.

**Art. 9.** De Koning bepaalt door wie, volgens welke criteria en op welke wijze het verdienvermogen en de zelfredzaamheid van de gehandicapte worden vastgesteld.

**Art. 10.** De Minister tot wiens bevoegdheid de sociale zekerheid behoort of de door hem gemachtigde ambtenaren beslissen over de aanvragen om tegemoetkomingen.

Zij kunnen de toegekende tegemoetkomingen ambtshalve of op aanvraag van de gehandicapten herzien.

De tegemoetkomingen mogen zonder nader onderzoek geweigerd worden als voldoende elementen voorhanden zijn waaruit duidelijk blijkt dat de aanvrager niet de voorwaarden vervult om de tegemoetkomingen te bekomen.

De Koning bepaalt volgens welke regels de beslissingen na aanvraag of van ambtswege kunnen worden herzien. De beslissing houdende toekenning, herziening of weigering van een tegemoetkoming moet, op straffe van nietigheid, met redenen worden omkleed.

**Art. 11.** De tegemoetkomingen worden uitbetaald volgens de regelen door de Koning vastgesteld.

**Art. 12. § 1.** Bij opname van de gehandicapte in een instelling, geheel of gedeeltelijk op kosten van de overheid, een openbare dienst of een sociale zekerheidsinstelling, wordt de uitbetaling van de integratietegemoetkoming, onder de voorwaarden die de Koning bepaalt, voor een derde opgeschort.

§ 2. De Koning bepaalt de gevallen waarin de uitkeringen van deze wet geschorst zijn voor de gerechtigden die in gevangnissen opgesloten of in gestichten tot bescherming van de maatschappij of in bedelaarskoloniën opgenomen zijn, en stelt de duur van de schorsing vast.

**Art. 13. § 1.** De door deze wet ingestelde tegemoetkomingen worden geweigerd of verminderd indien de gehandicapten krachtens een andere Belgische of een buitenlandse wetgeving of krachtens regelen van toepassing op het personeel van een volkenrechtelijke instelling aanspraak heeft op uitkeringen die hun grond vinden in een beperking van het verdienvermogen voor wat de inkomensvervangende tegemoetkoming betreft of in een gebrek aan of vermindering van de zelfredzaamheid voor wat de integratietegemoetkoming betreft.

Wanneer het bedrag van de in het eerste lid bedoelde uitkeringen lager is dan dat van de in deze wet bedoelde tegemoetkomingen, heeft de gehandicapte die aan de in de artikelen 2 tot 8 bepaalde voorwaarden voldoet, recht op het verschil. De Koning bepaalt hoe die andere uitkeringen worden aangerekend.

De gehandicapte is ertoe gehouden zijn aanspraak op de in het eerste lid bedoelde uitkeringen te doen gelden.

§ 2. De door deze wet ingestelde tegemoetkomingen kunnen worden verleend bij wijze van een voorschot op de uitkeringen bedoeld in § 1, eerste lid. De Koning bepaalt bij in Ministerraad overlegd besluit onder welke voorwaarden en tot welk bedrag dergelijke voorschotten kunnen worden verleend en hoe die worden teruggevorderd. De betalende dienst of instelling treedt in de rechten van de gerechtigde tot beloop van het bedrag van de uitgekeerde voorschotten.

**Art. 14.** De bedragen van de tegemoetkomingen bedoeld in artikel 6, veranderen overeenkomstig de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971 houdende de inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen aan het indexcijfer van de consumptieprijs worden gekoppeld.

De bedragen van de grenzen bedoeld in artikel 7 kunnen elk jaar door de Koning worden aangepast.

**Art. 15.** Le Roi désigne les personnes physiques qui, en cas de décès du bénéficiaire, ont droit aux arrérages échus et non payés des allocations, détermine l'ordre dans lequel ces personnes peuvent exercer leur droit, les formalités qui doivent être observées, ainsi que le délai d'introduction de la demande.

**Art. 16. § 1<sup>er</sup>.** La répétition des allocations versées indûment se prescrit par trois ans à compter de la date du paiement.

Le délai prévu au premier alinéa est ramené à un an lorsque le paiement résulte uniquement de l'erreur d'un service administratif ou organisme, et dont l'intéressé ne peut normalement se rendre compte.

Le délai prévu au premier alinéa est porté à cinq ans lorsque l'indu a été payé en cas de fraude, dol ou manœuvres frauduleuses de l'intéressé.

§ 2. La décision de répétition est, sous peine de nullité, portée à la connaissance des débiteurs par lettre recommandée à la poste.

Sous peine de nullité, cette lettre mentionne :

- la constatation de l'indu;
- le montant total de l'indu, ainsi que le mode de calcul;
- les dispositions en infraction desquelles les paiements ont été effectués;
- le délai de prescription pris en considération et sa justification;
- la possibilité d'introduire un recours auprès du tribunal du travail compétent dans les trente jours de la présentation du pli recommandé à l'intéressé, et ce sous peine de forclusion;
- la possibilité, pour le Ministre qui a la sécurité sociale dans ses attributions de renoncer d'office ou à la demande du handicapé, à la récupération des allocations payées indûment;

Le dépôt du pli recommandé interrompt la prescription.

§ 3. Le Ministre qui a la sécurité sociale dans ses attributions peut, dans les conditions déterminées par le Roi, renoncer d'office ou à la demande du handicapé, à la récupération des allocations payées indûment parce qu'il s'agit de cas dignes d'intérêt ou que la somme payée indûment est inférieure à un montant à déterminer ou est hors de proportion avec les frais de procédure présumés.

Le Roi détermine le mode d'introduction de la demande en renonciation. La demande en renonciation doit être motivée.

§ 4. La décision de récupération peut seulement être exécutée après l'expiration d'un délai d'un mois.

Lorsque le bénéficiaire a introduit une demande en renonciation avant l'expiration de ce délai, la récupération est suspendue jusqu'à ce que le Ministre ait statué sur la demande.

§ 5. Nonobstant la disposition du § 4, la récupération est opérée sur les montants échus non encore versés, conformément à la disposition de l'article 1410, § 4, du Code judiciaire.

§ 6. Lorsque les allocations prévues par la présente loi sont payées par des services ou organismes différents, le Ministre qui a la sécurité sociale dans ses attributions ou son délégué peuvent désigner le service ou l'organisme qui sera chargé de la récupération. La récupération s'opère sur toutes les prestations échues mais non encore versées par ce service ou cet organisme.

**Art. 17.** Les ordonnances de paiement des allocations ne doivent pas être munies de visa à l'article 14, premier alinéa, de la loi organique de la Cour des comptes du 29 octobre 1846.

La justification de ces dépenses payées au moyen d'ouverture de crédit se fait sur présentation de bordereaux récapitulatifs de paiement, approuvés par le Ministre qui a la sécurité sociale dans ses attributions ou par son délégué et estampillés par l'Office des chèques postaux.

**Art. 18.** Toutes les administrations publiques, tous les organismes chargés de l'application de la législation sur la sécurité sociale, les accidents du travail, les maladies professionnelles et l'assistance, ainsi que les bénéficiaires d'allocations, sont tenus de communiquer à l'autorité octroyante, ainsi qu'au service ou organisme payeur, sur simple réquisition et sans déplacement, tous renseignements utiles à l'accomplissement de leur mission.

**Art. 15.** De Koning wijst de natuurlijke personen aan die, in geval van overlijden van de gerechtigde, recht hebben op de vervallen en nog niet uitbetaalde termijnen van de tegemoetkomingen, bepaalt de rangorde waarin deze personen hun recht kunnen uitoefenen, de vormvereisten die moeten worden nageleefd, alsmede de termijn voor het indienen van de aanvraag.

**Art. 16. § 1.** De terugvordering van de ten onrechte betaalde tegemoetkomingen verjaart na drie jaar te rekenen vanaf de datum waarop de uitbetaling is geschied.

De in het eerste lid voorgeschreven termijn wordt teruggebracht tot één jaar indien de betaling enkel het gevolg is van een vergissing van een administratieve dienst of instelling, waarvan de betrokkene zich normaal geen rekenschap kan geven.

De in het eerste lid voorgeschreven termijn wordt verlengd tot vijf jaar indien ten onrechte werd uitbetaald in geval van bedrog, arglist of bedrieglijke handelingen van de betrokkene.

§ 2. Van de beslissing tot terugvordering wordt, op straffe van nietigheid, kennis gegeven aan de schuldenaren bij ter post aange tekend schrijven.

Hierin worden, op straffe van nietigheid, vermeld :

- de vaststelling van het onverschuldigde;
- het totale bedrag van het onverschuldigde, evenals de berekeningswijze ervan;
- de bepalingen in strijd waarmee de betalingen werden verricht;
- de in aanmerking genomen verjaringstermijn en de motive ring ervan;
- de mogelijkheid om, op straffe van verval, binnen de dertig dagen na de aanbieding aan de belanghebbende, van het aangetekende schrijven beroep in te stellen bij de bevoegde arbeidsrecht-bank;
- de mogelijkheid van de Minister die de sociale zekerheid onder zijn bevoegdheid heeft om ambtshalve of op aanvraag van de gehandicapte af te zien van de terugvordering van de onverschuldigd betaalde tegemoetkomingen.

Het ter post neerleggen van het aangetekend schrijven stuit de verjaring.

§ 3. De Minister die de sociale zekerheid onder zijn bevoegdheid heeft kan, in de door de Koning bepaalde voorwaarden, ambtshalve of op aanvraag van de gehandicapte, afzien van de terugvordering van de onverschuldigd betaalde tegemoetkomingen omdat het om behartigenswaardige gevallen gaat of omdat het onverschuldigde betaalde beneden een te bepalen bedrag ligt of buiten verhouding staat tot de vermoedelijke proceskosten.

De Koning bepaalt de wijze waarop de aanvraag daartoe moet worden ingediend. De aanvraag tot verzaking dient gemotiveerd te zijn.

§ 4. De beslissing tot terugvordering kan slechts uitgeoefend worden na het verstrijken van een termijn van één maand.

Wanneer de gerechtigde vóór het verstrijken van die termijn een aanvraag tot verzaking heeft ingediend, wordt de terugvordering opgeschort tot de Minister over de aanvraag uitspraak heeft gedaan.

§ 5. Ongeacht het bepaalde in § 4, geschiedt de terugvordering op de vervallen, nog niet uitgekeerde bedragen, overeenkomstig het bepaalde in artikel 1410, § 4, van het Gerechtelijk Wetboek.

§ 6. Wanneer de in deze wet bedoelde tegemoetkomingen door verscheidene diensten of instellingen zijn uitbetaald, kan de Minister die de sociale zekerheid in zijn bevoegdheid heeft of diens gemachtigde, de dienst of de instelling aanwijzen die met de terugvordering wordt belast. De terugvordering geschiedt op alle vervallen doch door die dienst of die instelling nog niet uitgekeerde prestaties.

**Art. 17.** De ordonnantiën van betaling van de tegemoetkomingen moeten niet voorzien zijn van het visum bedoeld bij artikel 14, eerste lid, van de organieke wet op het Rekenhof van 29 oktober 1846.

De verantwoording van deze, door middel van kredietopening verrichte uitgaven geschiedt door overlegging van samenvattende betaalstaten, goedgekeurd door de Minister tot wiens bevoegdheid de sociale zekerheid behoort of diens gemachtigde en afgestempeld door het Bestuur der Postchecks.

**Art. 18.** Alle overheidsdiensten, alle instellingen belast met de toepassing van de wetgeving betreffende de sociale zekerheid, arbeidsongevallen, beroepsziekten en bijstand, alsook de gerechtigden op tegemoetkomingen, zijn verplicht aan de toekennende overheid, alsmede aan de uitbetalende dienst of instelling op eenvoudig verzoek en zonder verplaatsing, alle voor de uitoefening van hun opdracht nuttige inlichtingen te verschaffen.

**Art. 19.** Les litiges portant sur les droits résultant de la présente loi sont de la compétence des juridictions du travail.

Le recours contre une décision du Ministre ou de son délégué doit être formé dans les trente jours de sa notification.

Aucun recours n'est possible contre une décision de renoncer ou non à une récupération.

L'action engagée devant les juridictions du travail n'est pas suspensive.

**Art. 20.** Pour exercer les compétences qui lui sont conférées par la présente loi, le Roi prend l'avis du Conseil supérieur national des handicapés.

**Art. 21.** Il est institué auprès du Ministère de la Prévoyance sociale une Commission d'aide sociale aux handicapés, dont le Roi fixe la composition et le mode de fonctionnement.

La commission donne son avis sur des matières relatives à des cas individuels, qui lui sont soumis par le Ministre qui a la sécurité sociale dans ses attributions.

**Art. 22.** Les dépenses découlant de l'application de la présente loi sont à charge de l'Etat.

**Art. 23.** L'article 47, premier alinéa, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, modifié par la loi du 30 juin 1981 et l'arrêté royal n° 131 du 30 décembre 1982, est remplacé par l'alinéa suivant :

« En sus de l'éventuel supplément d'âge prévu à l'article 44, les taux des allocations familiales fixés par les articles 40, 42, 42 bis, 50 bis et 50 ter sont majorés, pour chaque enfant handicapé âgé de moins de 21 ans, d'une allocation supplémentaire de 293 francs par jour ou 6 087 francs par mois. »

**Art. 24.** L'article 47, premier alinéa, des mêmes lois, tel qu'il existait avant d'avoir été modifié par la présente loi reste d'application en faveur des enfants handicapés qui ont au moins 21 ans à la date d'entrée en vigueur de cette loi.

**Art. 25.** A l'article 47 bis des mêmes lois, inséré par l'arrêté royal n° 122 du 30 décembre 1982 et modifié par l'arrêté royal n° 207 du 13 septembre 1983 et l'arrêté royal n° 282 du 31 mars 1984, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le premier alinéa, les mots « tel qu'il existait avant d'avoir été modifié par la loi du..... » sont insérés entre les mots « article 63, premier alinéa, 2°, de ces lois » et « sont accordées ».

2° dans le deuxième alinéa, les mots « tel qu'il existait avant d'avoir été modifié par la loi du..... » sont insérés entre les mots « article 63, premier alinéa, 2°, de ces lois » et « d'un travailleur ».

**Art. 26.** L'article 63 des mêmes lois modifié par l'arrêté royal n° 207 du 13 septembre 1983, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 63. — Les allocations familiales sont accordées jusqu'à l'âge de 21 ans en faveur de l'enfant handicapé.

« Le Roi détermine la manière selon laquelle l'insuffisance ou la diminution de la capacité physique ou mentale de l'enfant est constatée ainsi que les conditions auxquelles cet enfant doit satisfaire ».

**Art. 27.** L'article 63 des mêmes lois tel qu'il existait avant d'avoir été modifié par la présente loi, reste d'application en faveur des enfants handicapés bénéficiaires d'allocations familiales âgés d'au moins 21 ans à la date de l'entrée en vigueur de cette loi.

**Art. 28.** La loi du 27 juin 1969 relative à l'octroi d'allocations aux handicapés est abrogée.

La loi du 27 juin 1969 reste toutefois d'application pour les handicapés auxquels il a été accordé une allocation qui a pris cours avant le 1<sup>er</sup> janvier 1975, à moins que l'application de la présente loi ne leur soit plus avantageuse. En aucun cas, l'application de la présente loi ne peut entraîner à leur égard une déchéance du droit à l'allocation ou une diminution de l'allocation.

La loi du 27 juin 1969 reste de même d'application pour les bénéficiaires visés à l'article 8 bis de la loi précitée.

La loi du 27 juin 1969 reste de même provisoirement d'application pour les handicapés auxquels il a été accordé une allocation qui a pris cours après le 31 décembre 1974 mais avant l'entrée en vigueur de la présente loi, jusqu'à ce que, à l'occasion d'une révision effectuée à leur demande ou d'office, une décision en application de la présente loi ait été prise à leur égard.

**Art. 29.** Le Roi peut adapter dans les dispositions légales existantes, la forme des références aux dispositions portées par la présente loi.

**Art. 19.** De geschillen over de rechten, ontstaan uit deze wet, behoren tot de bevoegdheid van de arbeidsgerechten.

Beroep tegen een beslissing van de Minister of diens gemachtigde moet ingesteld worden binnen dertig dagen na de kennisgeving ervan.

Tegen een beslissing inzake al of niet verzaken aan een terugvordering is geen beroep mogelijk.

De vordering ingeleid voor arbeidsgerechten werkt niet schorsend.

**Art. 20.** Ter beoefening van de Hem door deze wet toegekende bevoegdheden, wint de Koning het advies in van de Nationale Hoge Raad voor gehandicapten.

**Art. 21.** Bij het Ministerie van Sociale Voorzorg wordt een Commissie voor sociaal hulpbetoon aan de gehandicapten opgericht waarvan de Koning de samenstelling en de werkwijze bepaalt.

De commissie geeft advies over aangelegenheden met betrekking tot individuele gevallen, welke haar door de Minister tot wiens bevoegdheid de sociale zekerheid behoort, worden voorgelegd.

**Art. 22.** De uitgaven die voortvloeien uit de toepassing van deze wet vallen ten laste van het Rijk.

**Art. 23.** Artikel 47, eerste lid, van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, gewijzigd bij de wet van 30 juni 1981 en het koninklijk besluit nr. 131 van 30 december 1982, wordt vervangen door het volgende lid :

« de bij de artikelen 40, 42, 42 bis, 50 bis en 50 ter, bepaalde bedragen van kinderbijslag worden, buiten de eventuele in artikel 44 bepaalde leeftijdsbijslag, ten behoeve van ieder gehandicapt kind van minder dan 21 jaar verhoogd met een bijkomende bijslag van 293 frank per dag of 6 087 frank per maand. »

**Art. 24.** Artikel 47, eerste lid, van dezelfde wetten, zoals het bestond vóór het werd gewijzigd bij deze wet, blijft van toepassing ten voordele van de gehandicapte kinderen die ten minste 21 jaar oud zijn op de datum van de inwerkingtreding van deze wet.

**Art. 25.** In artikel 47 bis van dezelfde wetten, ingevoegd door het koninklijk besluit nr. 122 van 30 december 1982 en gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 207 van 13 september 1983 en het koninklijk besluit nr. 282 van 31 maart 1984, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden tussen de woorden « artikel 63, eerste lid, 2°, van deze wetten » en « bedoeld kind » de woorden « zoals het bestond vóór het werd gewijzigd bij de wet van..... » ingevoegd.

2° in het tweede lid worden tussen de woorden « artikel 63, eerste lid, 2°, van deze wetten » en « bedoeld kind » de woorden « zoals het bestond voor het werd gewijzigd bij de wet van ..... » ingevoegd.

**Art. 26.** Artikel 63 van dezelfde wetten, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 207 van 13 september 1983, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 63. — De kinderbijslag wordt verleend tot de leeftijd van 21 jaar ten behoeve van het gehandicapte kind.

« De Koning bepaalt de wijze waarop de ontoereikendheid of vermindering van lichamelijke of geestelijke geschiktheid van het kind wordt vastgesteld evenals waaraan dit kind moet voldoen. »

**Art. 27.** Artikel 63 van dezelfde wetten, zoals het bestond vóór het werd gewijzigd bij deze wet, blijft van toepassing ten voordele van de op kinderbijslag rechtgevend gehandicapte kinderen die ten minste 21 jaar zijn op de datum van de inwerkingtreding van deze wet.

**Art. 28.** De wet van 27 juni 1969 betreffende het toekennen van tegemoetkomingen aan de minder-validen wordt opgeheven.

De wet van 27 juni 1969 blijft evenwel van toepassing voor de gehandicapten waaraan een tegemoetkoming is toegekend die vóór 1 januari 1975 is ingegaan, tenzij een toepassing van deze wet voordeliger is. In geen geval kan de toepassing van deze wet te hunnen aanzien leiden tot een verval van het recht of een vermindering van de tegemoetkoming.

De wet van 27 juni 1969 blijft eveneens van toepassing op de rechthebbende vermeld in artikel 8 bis van voormelde wet.

De wet van 27 juni 1969 blijft voorlopig eveneens van toepassing voor de gehandicapten waaraan een tegemoetkoming is toegekend die na 31 december 1974 doch vóór de inwerkingtreding van deze wet is ingegaan, tot te hunnen aanzien, naar aanleiding van een herziening op verzoek of ambtshalve, een beslissing wordt genomen in toepassing van deze wet.

**Art. 29.** De Koning kan in de bestaande wetsbepalingen de verwijzingen naar de in deze wet opgenomen bepalingen naar de vorm aanpassen.

**Art. 30.** Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur des dispositions de la présente loi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 27 février 1987.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,

**J.-L. DEHAENE**

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique  
et à la Politique des Handicapés,

**W. DEMEESTER-DE MEYER**

Vu et scellé du sceau de l'Etat,

Le Ministre de la Justice,

**J. GOL**

**MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES**

F. 87 — 611

**11 MARS 1987.** — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 5 septembre 1969 portant règlement sur l'emploi de l'électricité dans les mines, les minières et les carrières souterraines

**BAUDOUIN**, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois sur les mines, minières et carrières coordonnées le 15 septembre 1919, notamment l'article 76, modifié par la loi du 19 août 1948 et par l'arrêté du Régent du 23 août 1948;

Vu l'arrêté royal du 5 septembre 1969 portant règlement sur l'emploi de l'électricité dans les mines, les minières et les carrières souterraines, modifié par l'arrêté royal du 22 décembre 1983;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la sécurité minière;

Vu l'avis de la Commission nationale mixte des mines;

Vu l'avis du Conseil d'Etat siégeant en section d'administration;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il s'impose, pour des raisons de sécurité des travailleurs, de mettre le plus rapidement possible en application dans les mines la recommandation sur les travaux effectués sur ou au voisinage de pièces nues sous tension, d'une part, et la recommandation sur les appareils électriques de connexion pour mines grisouteuses, d'autre part, de l'Organe permanent pour la sécurité et la salubrité dans les mines de houille et les autres industries extractives auprès de la Commission des Communautés européennes;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires économiques et de Notre Secrétaire d'Etat à l'Energie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** L'article 6, alinéa unique, de l'arrêté royal du 5 septembre 1969 portant règlement sur l'emploi de l'électricité dans les mines, les minières et les carrières souterraines, modifié par l'arrêté royal du 22 décembre 1983, est complété comme suit :

« 22° « consignation électrique », l'ensemble des opérations nécessaires à la mise et au maintien hors tension d'une installation électrique ou d'un matériel électrique pour permettre un travail hors tension;

23° « travail sur pièces nues sous tension », toute action dont le but est de dépanner, d'entretenir une installation électrique ou un matériel électrique ou de faire une mesure ou de procéder à des essais alors que la consignation électrique n'a pas été réalisée;

**Art. 30.** De Koning stelt de datum van inwerkingtreding van de bepalingen van deze wet vast.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 27 februari 1987.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,

**J.-L. DEHAENE**

De Staatssecretaris  
voor Volksgezondheid en Gehandicaptenbeleid,

**W. DEMEESTER-DE MEYER**

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld,

De Minister van Justitie,

**J. GOL**

**MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN**

N. 87 — 611

**11 MAART 1987.** — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 5 september 1969 houdende reglement op het gebruik van elektriciteit in de mijnen, de graverijen en de ondergrondse groeven

**BOUDEWIJN**, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wetten op de mijnen, de graverijen en de groeven, gecoördineerd op 15 september 1919, inzonderheid op artikel 76, gewijzigd bij de wet van 19 augustus 1948 en het besluit van de Regent van 23 augustus 1948;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 september 1969 houdende reglement op het gebruik van elektriciteit in de mijnen, de graverijen en de ondergrondse groeven, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 december 1983;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor veiligheid in de mijnen;

Gelet op het advies van de Nationale Gemengde Mijncommissie;

Gelet op het advies van de Raad van State, zitting houdend in afdeling administratie;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het omwille van de veiligheid van de arbeiders geboden is eensdeels de aanbeveling over werkzaamheden aan of in de nabijheid van blanke spanningvoerende delen en anderdeels de aanbeveling over elektrische verbindingstoestellen voor mijnen met mijngas van het Permanent Orgaan voor de veiligheid en de gezondheidsvoorwaarden in de steenkolenmijnen en andere winnings-industriën bij de Commissie van de Europese Gemeenschappen zo spoedig mogelijk in de mijnen toe te passen;

Op de voordracht van Onze Minister van Economische Zaken en van Onze Staatssecretaris voor Energie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 6, enig lid, van het koninklijk besluit van 5 september 1969 houdende reglement op het gebruik van elektriciteit in de mijnen, de graverijen en de ondergrondse groeven, gewijzigd bij koninklijk besluit van 22 december 1983, wordt aangevuld als volgt :

« 22° « elektrische inbeslagname », alle verrichtingen die nodig zijn om een elektrische installatie of een elektrisch toestel in spanningvrije toestand te brengen en te houden om een werkzaamheid buiten spanning te kunnen uitvoeren;

23° « werkzaamheden aan blanke spanningvoerende delen », alle activiteiten die tot doel hebben om een elektrische installatie of een elektrisch toestel te herstellen, te onderhouden of om een meting te verrichten of proeven te doen waarbij elektrische uitschakeling niet heeft plaatsgehad;